N° 2901 — 8e Année — CINQ CENTIMES — Jeudi 21 Mai 1896

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

RÉDACTION & ADMINISTRATION : ROUBAIX, 65, rue des Fabricants (près la place du Trichon) — TOURCOING, rue VERTE, 56

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50 — Un an, 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois, 6 francs — Un an, 24 francs

L'abonnement continue sauf avis contraire.

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES . . . . 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS . . . 0 fr. 75 —
LOCALES . . . . . 1 fr. 00 —

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, à Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 10.

Téléphone

l'Avenir de Roubaix-Tourcoing
publiera prochainement
LA
MENDIANTE
D'AMOUR
PAR
Pierre Decourcelle

LES ROYALISTES

Les révélations que nous avons aujourd'hui sur les manœuvres du parti royaliste et sur les projets du prétendant ne manqueront pas d'intéresser l'opinion publique. D'abord nous avons toujours un parti royaliste en France, à ce qu'il paraît ! On nous avait dit qu'il n'y en avait plus, que tout le monde était rallié à la République, et voilà que nous apprenons qu'il y a à Paris un grand comité central, en relations quotidiennes avec Philippe d'Orléans, et que les principaux membres de ce comité s'appellent le duc d'Audiffret-Pasquier, le duc de Broglie, M. Buffet, etc., etc.

Il y a d'autres comités dans les départements, entre autres à Bordeaux, où M. de Lur Saluces a la haute main ; dans Maine-et-Loire, où M. le duc de Maillé est chargé de tater les populations. Tout cela était bon à savoir, et, sans nul doute, nous ne savons pas tout. Il y a beaucoup d'autres choses plus intéressantes encore qui seraient utiles à connaître.

Les ralliés sont comme un *rideau* derrière lequel les royalistes se cachent et préparent leurs plans de campagne. Nous ne devons pas en être étonnés. C'est été une bien grande naiveté de penser qu'un pays comme la France, où la monarchie a régné pendant tant de siècles, où elle a eu une si nombreuse clientèle, serait en quelques années de République désarrassé pour toujours des conspirations monarchistes.

Il faut se dire au contraire que le parti royaliste existe toujours, que ce parti dispose toujours de nombreuses influences par lesquelles il entrave la marche du gouvernement républicain, et qu'il est prêt à profiter de toutes les occasions pour jeter le trouble dans nos affaires, tantôt en se servant d'un général ambitieux comme Boulanger, tantôt en portant ses suffrages à M. Lafargue et à M. Jules Guesde enfin en appuyant toujours les hommes et les groupes d'hommes qui lui paraissent pouvoir créer des embarras à la République.

Il est beaucoup plus utile de considérer cet état de choses dans sa réalité que de s'en aller répétant partout qu'il n'y a plus de monarchistes et que la République peut maintenant dormir sur ses deux oreilles. La République ne doit jamais s'endormir et les républicains ne doivent jamais se diviser.

La politique de vigilance et d'union est encore à l'ordre du jour pour de nombreuses années. Il faudra laisser s'écouler deux ou trois générations encore pour qu'il soit possible de dire que les monarchistes et les espérances, et les ambitions et les intérêts monarchistes ont disparu de notre pays, et, quand cela sera arrivé, nous aurons cessé, pour nous, d'être de ce monde.

Les divisions qui viennent d'éclater dans le comité, entre les monarchistes de vieille école, MM. d'Audiffret-Pasquier, de Broglie, Buffet, et les jeunes monarchistes impatients de marcher de l'avant; la démission du duc Pasquier qui, se voyant débordé, renonce à la présidence, la lettre de Philippe, qui se montre vraiment plus jeune que son âge, tout cela ne fait que mettre en lumière l'état de choses que nous signalons à l'attention des républicains. Les monarchistes, divisés à la surface, sur des questions de tactique et d'opportunité, s'entendent parfaitement au fond pour continuer la guerre contre la République, une guerre hypocrite et dangereuse, qui prend tour-à-tour le masque de la religion et le masque du socialisme.

Les incidents actuels et les explications des journaux de la droite nous apprennent que les monarchistes veulent reprendre l'ancien plan de campagne du général Boulanger; si ce plan n'a pas réussi la première fois, ils espèrent bien le faire réussir à la seconde ou à la troisième.

Les manifestations bruyantes dans la rue, en l'honneur de Jeanne d'Arc ou sous tout autre prétexte, font partie de la combinaison, ainsi que les alliances mensongères avec les républicains eux-mêmes, avec les démocrates et les socialistes, chaque fois que ces alliances paraissent possibles momentanément, comme à Bordeaux, comme dans certains qui tiers de Paris et à Lyon encore.

Le duc d'Orléans nous apprend, par sa lettre qu'il songeait à se faire élire conseiller municipal, ou conseiller général, ou député, si les occasions s'en présentent. Il sait parfaitement que s'il était élu, il ne pourrait pas siéger, ni dans un Conseil municipal ni au Parlement. Mais peu importe, il s'agit de recommencer à agiter le pays par tous les moyens et de reprendre la campagne de Boulanger. Or, tout cela c'est la tradition boulangiste, c'est la tradition boulanger.

Le duc d'Audiffret-Pasquier a dit qu'il donnait sa démission, parce qu'il ne voulait pas assumer la responsabilité d'une nouvelle politique « d'allure boulangiste ». Philippe d'Orléans répond qu'il n'a pas envie de se tenir dans « une digaité inerte et toujours expectante » : ce jeune homme a besoin de mouvement et d'action.

Le Prince Victor ne dit rien pour l'instant, mais nous ne tarderons pas à l'entendre parler bientôt. Les deux prétendants vont marcher parallèlement : On a de bonnes raisons de penser qu'ils sont d'accord pour mener la campagne, sauf à se disputer ensuite le bénéfice, s'il y a en effet bénéfice.

En tout cas, on est bien décidé à sortir d'un repos trop long et à rentrer dans la période d'activité et de manifestations contre la République. On prépare en même temps des candidatures pour les élections prochaines. On aura des candidats monarchistes et bonapartistes dans un grand nombre de circonscriptions. Et si l'on revenait un certain nombre à la Chambre, on finirait bien, en profitant habilement de l'opposition socialiste, par rendre le fonctionnement de la République impossible et on pousserait à bout la patience du pays.

Voilà un partie des calculs et des manœuvres qui sont aujourd'hui dévoilés ; et nous admirons vraiment avec quelle inconscience on a osé mettre au jour toutes ces intrigues !

C'est une situation qui n'existait plus depuis la fin du boulangisme et qui de nouveau se reforme et se développe. Les républicains seraient fort imprudents s'ils laissaient grandir ce péril sans y prêter attention. L'accord, l'union, la vigilance de tous les vrais républicains sont plus nécessaires que jamais.

Hector DEPASSE

La lettre du jeune La Gamelle

jugée par un bonapartiste

M. Canéo d'Ornano, député de la Charente, est un des chefs reconnus des plus fidèles du prince Victor-Napoléon. Aussi était-il intéressant d'avoir son sentiment sur la lettre du duc d'Orléans, pour connaître l'impression produite par ce document dans les milieux bonapartistes.

Voici donc les déclarations que nous a faites le député bonapartiste.

Cette lettre, selon moi, n'est pas un acte comme on l'a dit. C'est simplement un écrit, manifestation épistolaire sans grande portée. Si parmi les amis du duc d'Orléans, on veut absolument que ce soit un acte, je dirai alors que cet acte est assez maladroit, puisqu'il a pour premier résultat de confirmer les discussions intestines du parti monarchiste, non seulement en ce qui concerne les personnes, mais en ce qui concerne les princes.

Le duc d'Orléans, ne dit-il pas qu'il y a des divergences sur le point de savoir où est son devoir et n'est il pas surprenant de voir un prince, un prétendant, trouver soudainement à ses conseillers naïs au pays tout entier un pareil langage, révéler une telle indécision, exposer ainsi quel profond désaccord paralyse et l'action de son parti, et la sienne propre!

Le duc d'Orléans a eu encore bien des mots malheureux dans cette lettre. Que rêve-t-il en somme ? De substituer à la monarchie traditionnelle une sorte de monarchie transactionnelle ; or, la monarchie ne peut être basée que sur un seul principe : le principe héréditaire.

Le comte de Paris et son fils l'ont eux-mêmes reconnu lorsqu'ils se sont proclamés les héritiers du comte de Chambord et non ceux du Louis-Philippe, lorsque le premier a pris le nom de Philippe VII et le second celui de Philippe VIII, renouant ainsi la tradition légitimiste. Jamais ils n'iront affirmer les droits imprescriptibles que leur conferait leur naissance.

Aujourd'hui, le duc d'Orléans fait volte-face ; il essaie de concilier le principe de l'hérédité et la souveraineté nationale. Chose impossible ! vaine tentative ! entreprise folle ! Si son prédécesseur a correctement du pauple, l'hérédité n'existe plus.

C'est ce qui est arrivé en 1830. Louis-Philippe fut un roi effectif mais il se mit par cela même en dehors du droit et de la tradition que Charles X et après lui, le comte de Chambord incarnaient.

Louis-Philippe fut, comme souverain, ce qu'est cela les Napoléon et ce qu'est aujourd'hui M. Félix Faure : un élu, un délégué de la nation.

Pour moi